

Port de Marseille : lutte syndicale pour le contrôle des toilettes

Qui, de FO ou de la CGT, remportera la grande bataille pour le contrôle des toilettes du local syndical du premier port de France ? Le suspense est insoutenable.

Avec Hugues
Serraf

Mouvement social [de 24 heures l'autre jour sur le port de Marseille](#), FO et la CGT se disputant l'accès aux toilettes autrefois communes aux deux organisations. FO ayant obtenu davantage de voix aux dernières élections syndicales, elle s'est vue attribuer un plus grand nombre de mètres carrés dans le bâtiment qui héberge les représentants du personnel – dont les WC de la discorde.

La CGT, ne l'entendant pas de cette oreille, a envoyé quelques gros bras bricoleurs condamner la porte permettant à l'ennemi de se soulager entre deux réunions et ça s'est terminé en pugilat avec gardes à vue et mises en examen probables des belligérants..

Mais la direction du port refusant de trancher dans cette « [histoire de chiottes](#) », l'expression employée par le secrétaire général de FO lui-même, une grève d'une journée semblait effectivement la seule issue possible. L'histoire ne dit pas qui restera constipé.

Police municipales armées : après Ménard, Gaudin...

Tant qu'à se taper dessus, les syndicats marseillais ont intérêt à le faire à l'abri de leurs toilettes portuaires plutôt que sur la voie publique. La mairie de Marseille vient en effet [de voter l'attribution d'armes à feu aux 420 agents de sa police municipale](#) en plus des tasers et autres lanceurs de flashballs dont ils étaient déjà équipés, et une bavure est si vite arrivée...

Hum, dérive sécuritaire à la Ménard, le maire de Béziers ayant déjà fourni des pistolets à ses gardes-champêtres [à grand renfort de publicité](#) ? Pas vraiment en fait, ces armes [étant offertes gracieusement par l'État aux communes qui en font la demande](#) depuis les attentats de Paris.

Et jusqu'aux [attentats de Marseille ?](#)

Sauver les migrants : un devoir, pas une dette

Qu'il faille faire quelque chose pour les milliers de migrants qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie, c'est une évidence humanitaire et morale. Mais qu'il faille faire quelque chose *au nom d'une responsabilité spécifique* de la France est une autre paire de manche.

Ainsi, entend-on, c'est à l'intervention française en Libye que l'on devrait ces noyades par centaines, le tandem Sarko-BHL passant même pour le *deus ex machina* du chaos actuel... Tiens, même François Hollande, pourtant partisan à l'époque d'un soutien militaire à la rébellion anti-Kadhafi, [y va de sa petite musique critique](#). Lorsque le colonel mégalomane menaçait de transformer Benghazi en Guernica, dans le cadre d'un fameux Printemps arabe qu'il ne serait venu à l'idée de personne de déplorer (MAM exceptée), *c'est pourtant bien là qu'était l'évidence humanitaire et morale*.

Mais il se dit désormais qu'il aurait fallu accompagner les frappes aériennes d'une «*réflexion sur ce qui se passerait après*». Hum, comme quoi ? Mettre le pays sous tutelle de l'Europe ? Le coloniser pour lui apporter la démocratie «*qualité France* » ? Oui il faut faire quelque chose pour les milliers de migrants qui se noient sous nos fenêtres, ça ne fait aucun doute. Mais parce qu'il s'agit d'un impératif humanitaire, pas d'une dette.